

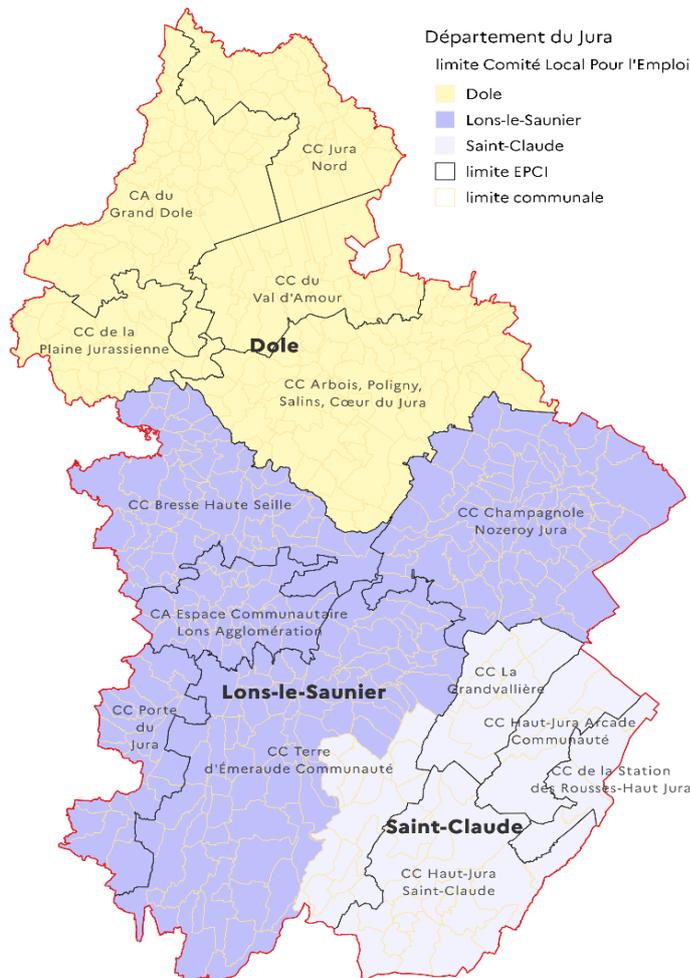
Indicateurs Statistiques Territoriaux

Comités Locaux Pour l'Emploi (CLPE) du Jura

2ème trimestre 2025

La loi pour le plein emploi a instauré **une nouvelle gouvernance du réseau pour l'emploi**, aux niveaux **national, régional, départemental** et **local**. Cette gouvernance rénovée a pour vocation d'assurer la coordination, coopération et co-construction entre les acteurs de l'emploi et de l'insertion. Les comités locaux pour l'emploi (CLPE) définissent les **stratégies locales de l'emploi et les traduisent de manière opérationnelle**. Ils organisent des **partenariats** au regard des **projets territoriaux**, en lien avec l'ensemble des collectivités territoriales et notamment les communes et intercommunalités. Le préfet de département arrête les limites géographiques des comités locaux institués au sein du département en fonction des caractéristiques de chaque territoire, en concertation avec le président du conseil régional et le président du conseil départemental.

Dans le Jura, la composition des CLPE est la suivante :



Directeur de la publication : Simon-Pierre Eury

Conception et réalisation : Service Études Statistiques Évaluation (SESE)

Direction Régionale de l'Économie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités (DREETS) de Bourgogne-Franche-Comté

5 place Jean Cornet - 25041 Besançon Cedex

www.bourgogne-franche-comte.dreets.gouv.fr

Pour toute demande d'information : dreets-bfc.statistiques@dreets.gouv.fr

Indicateurs statistiques territoriaux Comité Local Pour l'Emploi (CLPE)

Dole

Inscrits à France Travail

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dreets

	Dole			
	T2 2025	Part	Evol. par rapport au	
			T1 2025	T2 2024
Inscrits tenus de rechercher un emploi :				
Catégorie A (données cvs-cjo)	3 450	100 %	-3,1	+12,7
<25 ans	590	17 %	-6,3	+40,5
25-49 ans	1 880	54 %	-4,1	+7,4
50 ans et +	980	28 %	+1,0	+10,1
Hommes	1 790	52 %	-2,7	+15,5
Femmes	1 670	48 %	-2,9	+11,3
Catégories ABC (données cvs-cjo)	6 950	100 %	-0,7	+5,6
<25 ans	1 030	15 %	-1,9	+27,2
25-49 ans	3 990	57 %	-1,5	+2,0
50 ans et +	1 930	28 %	+1,0	+3,8
Hommes	3 330	48 %	-0,9	+8,5
Femmes	3 620	52 %	-0,5	+3,1
Inscrits depuis 1 an ou plus (DELD)	3 030	44 %	+2,4	+3,8
Inscrits non tenus de rechercher un emploi :				
Catégorie D (données cvs-cjo)	390		-15,2	-17,0
Catégorie E (données cvs-cjo)	330		+0,0	+0,0
Catégorie F (données brutes)	120		/	/
Catégorie G (données brutes)	1 060		/	/

En raison de la gestion des arrondis, les totaux peuvent très légèrement différer de la somme de leurs sous-totaux.

Avertissement :

A partir de janvier 2025, certaines personnes sont désormais systématiquement inscrites sur les listes de France Travail, en application de la loi pour le plein emploi du 18 décembre 2023, à savoir : les bénéficiaires du RSA et les jeunes à la recherche d'emploi suivis par les Missions Locales.

Une partie d'entre eux n'était pas inscrite à France Travail avant le 1er janvier 2025, ce qui a entraîné une hausse importante de nouveaux inscrits et donne l'impression que la situation du marché du travail se dégrade alors qu'elle a peu évolué dans certains territoires.

Avant le 1er janvier 2025, il n'y avait que cinq catégories d'inscrits : les personnes inscrites en catégories A, B ou C classées selon leur niveau d'activité, toutes tenues de rechercher un emploi. Les deux autres catégories (D et E) sont par exemple pour les personnes déjà en emploi, en formation ou en contrat aidé, non tenues d'effectuer des recherches actives.

Avec la réforme, deux nouvelles catégories sont créées, à savoir : la catégorie F pour les personnes en besoin d'un accompagnement social, et la catégorie G pour tous les bénéficiaires du RSA inscrits à France Travail en attente d'un accompagnement.

France Travail et les départements se donnent entre 2 à 3 ans pour recevoir et

orienter en parcours d'accompagnement tous les bénéficiaires du RSA qui n'étaient pas déjà inscrits sur les listes au 1er janvier 2025.

Catégories A, B, C, D, E, F et G : quelle différence ?

Cat. A : personne sans emploi, tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi.

Cat. B : personne ayant exercé une activité réduite de 78 heures maximum par mois, tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi.

Cat. C : personne ayant exercé une activité réduite de plus de 78 heures par mois, tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi.

Cat. D : personne sans emploi, qui n'est pas immédiatement disponible, et qui n'est pas tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi (demandeurs d'emploi en formation, en maladie, etc...).

Cat. E : personne en emploi, non tenue de faire des actes positifs de recherche d'emploi (créateurs d'entreprise, bénéficiaires de contrats aidés...).

Cat. F : personne en accompagnement social.

Cat. G : regroupe l'ensemble des bénéficiaires du RSA, en attente d'orientation, qui n'étaient pas inscrits avant le 1er janvier 2025.

Au 2e trimestre 2025

3 450 demandeurs d'emplois inscrits à France Travail sont sans emploi (catégorie A). Ce nombre diminue de 3,1 % sur un trimestre.

En incluant les demandeurs d'emploi en activité réduite, le nombre d'inscrits en catégories A, B, C affiche une baisse de 0,7 % par rapport au trimestre précédent.

Les inscrits de moins de 25 ans représentent 15 % des personnes en recherche active d'un emploi. Leur nombre baisse de 1,9 % par rapport au trimestre précédent.

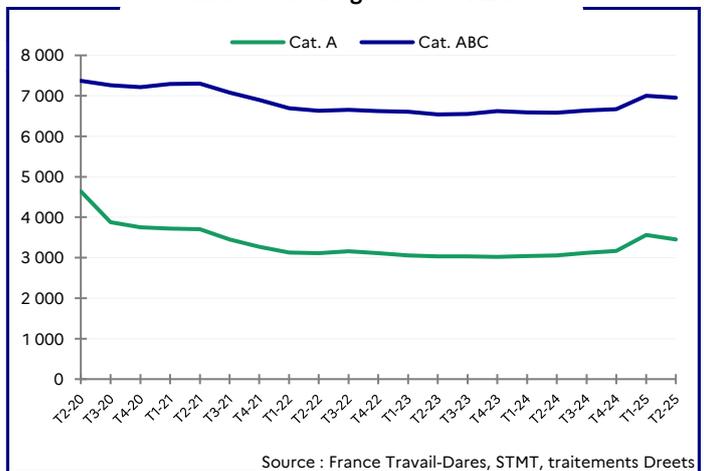
Les personnes de 25 à 49 ans constituent la majorité des demandeurs d'emploi, soit environ 57 % du total. Leur nombre baisse de 1,5 % par rapport au trimestre précédent.

Les seniors (50 ans ou plus) représentent 28 % des demandeurs d'emploi. Leur nombre croît de 1,0 % par rapport au trimestre précédent.

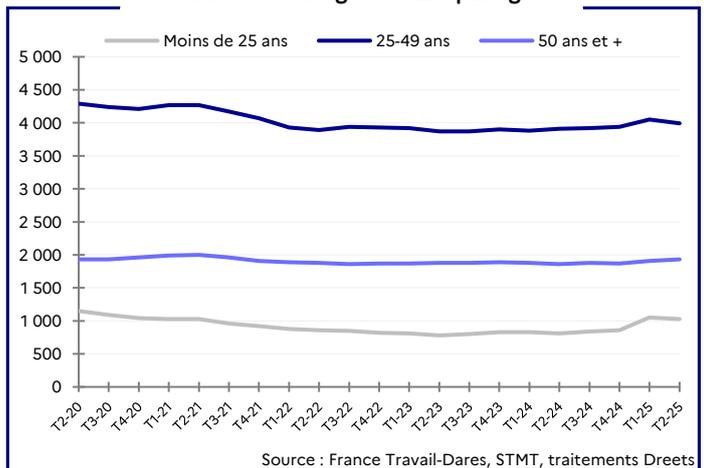
Les DELD forment 44 % de la demande d'emploi totale. Ce nombre croît de 2,4 % par rapport au trimestre précédent.

Au sein des deux catégories nouvellement créées, 120 personnes sont inscrites en parcours social (catégorie F) et 1 060 personnes sont en attente d'une orientation par le service public de l'emploi (catégorie G).

Inscrits en catégories A et ABC



Inscrits en catégories ABC par âge



Indicateurs statistiques territoriaux Comité Local Pour l'Emploi (CLPE)

Dole

Entrées dans les dispositifs

(données provisoires)

Sources : PEC : Dares, PACEA : I-Milo,

Apprentissage : Dares (SIA)

	Dole		
	T2 2025	Cumul 2025	Evol. (en %) cumul 25/cumul 24
Contrats aidés (conventions initiales + avenants) :			
PEC	9	27	-28,9
Mesures d'accompagnement :			
PACEA	61	116	+13,7
CEJ	55	137	-14,4
Alternance (secteur privé) :			
Entrées en apprentissage (au 1T2025)	38	38	+13,7

QUELQUES DÉFINITIONS

PEC : le Parcours Emploi Compétences est un dispositif destiné aux personnes éloignées du marché du travail. Il combine emploi, formation et accompagnement pour favoriser l'insertion professionnelle durable. Les employeurs bénéficient d'aides financières pour embaucher des personnes dans ce cadre.

PACEA : le Parcours Contractualisé d'Accompagnement vers l'Emploi et l'Autonomie est un dispositif mis en place pour aider les jeunes de 16 à 25 ans en difficulté à s'insérer professionnellement et à gagner en autonomie

CEJ : le Contrat d'Engagement Jeune est un dispositif pour aider les jeunes de 16 à 25 ans qui ne sont ni étudiants, ni en formation, et qui rencontrent des difficultés d'accès à l'emploi durable.

Recours à l'intérim

Source : Dares, traitements Dreets - données brutes en moyenne trimestrielle

Volume de travail temporaire selon le regroupement en 5 grands secteurs

	Dole		
	T1 2025	T1 2024	T1 2023
Equivalent emplois à temps plein	1 220	1 290	1 350
dont			
Agriculture	0	0	0
Industrie	630	590	570
Construction	120	120	140
Commerce	110	160	210
Services	360	420	430

Volume de travail temporaire (en ETP) par secteur d'activité en A38

Ind. agro-alimentaires	220
Act. de serv. adm. et de soutien	150
Métallurgie et fab. de produits métalliques	140
Transports et entreposage	130
Construction	120

Guide de lecture :

Au 1er trimestre, en moyenne :

Mesuré en équivalent temps plein, le volume de travail temporaire représente près de 1 220 emplois. La majorité des effectifs se trouve dans le secteur de l'industrie avec 630 emplois (ETP), représentant environ 52 % du total. Ce nombre augmente de 7 % en un an. Le secteur des services suit avec 360 emplois (ETP), soit environ 30 % du total. Le recours à l'intérim dans ce secteur baisse de 14 % sur un an. Selon la nomenclature A38, les deux principales activités regroupant le plus important volume de travail temporaire sont : fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac (environ 220 ETP), activités de services administratifs et de soutien (environ 150 ETP).

Recours à l'activité partielle (de droit commun et de longue durée)

Source: DGEFP, données provisoires au 24/07/2025

	Dole	
	T1 2025	T1 2024
Demandes indemnisées		
Etablissements indemnisés, moyenne trimestrielle	4	s
Salariés indemnisés, moyenne trimestrielle	18	42
Heures indemnisées	3 794	9 201
Taux de consommation	7,6	15,0

s : secret statistique

Avertissement : un trimestre de recul est nécessaire pour disposer de données de consommation suffisamment consolidées. En raison d'une mise à jour en continu des informations, les données mensuelles sont encore modifiées à la marge après cette date.

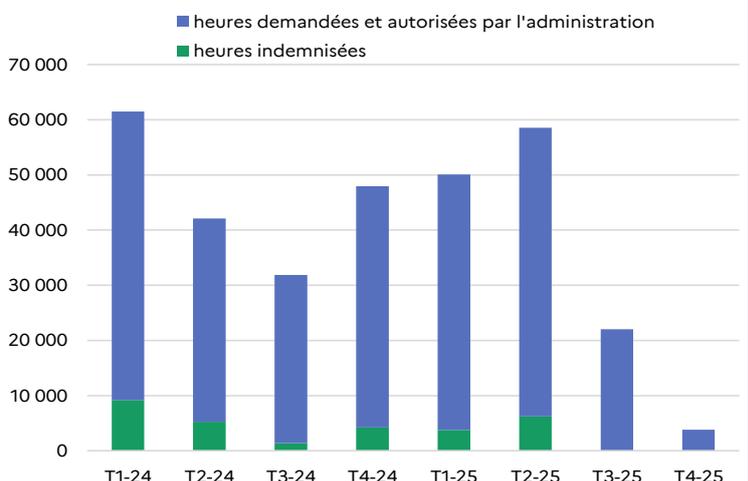
Guide de lecture :

Au 1er trimestre 2025, en moyenne :

4 établissements ont eu recours à l'activité partielle et 18 salariés ont été placés au chômage partiel.

Le volume d'heures chômées au cours du trimestre représente 3 794 heures. Les établissements ont consommé 7,6 % du volume d'heures qui leur était autorisé.

Suivi de la consommation d'activité partielle - données provisoires



Dole

Embauches et départs

Champ : secteur privé hors agriculture, intérim et particuliers employeurs

Source : Dares, MMO

		T1 2025	T1 2024
Dole		5 529	5 721
Embauches			
Contrats signés			
dont	CDD	4 452	4 478
	CDI	1 077	1 243
	Evol. CDD	-0,6 %	-5,2 %
	Evol. CDI	-13,4 %	-2,0 %
Départs			
Fins de CDD			
		4 205	4 159
dont CDD <1 mois		89 %	90 %
Ruptures de contrat			
		1 457	1 342
démissions		606	588
lic. économiques		94	19
fins période d'essai		213	271
retraite		109	80
rupture conventionnelle		141	147
lic. non économiques		232	196
autres		62	41

Guide de lecture :

Au 1er trimestre 2025

• Comment évolue le besoin en recrutement des établissements ?

5 529 contrats de travail (CDD, CDI) signés, soit 192 en moins par rapport à l'an dernier à la même période.

• Les embauches en CDI sont-elles plus fréquentes ?

Les embauches en CDI diminuent. La part des CDI s'élève à 19 % des recrutements contre 22 % à la même période en 2024.

• Combien de contrats sont arrivés à terme ? La part des contrats précaires augmente-t-elle ?

4 205 CDD sont arrivés à terme. Parmi ces fins de CDD, 89 % dureraient moins d'un mois (90 % il y a un an à la même période).

• Le volume des ruptures de contrat de travail augmente-t-il ?

1 457 départs de salariés font suite à une rupture de contrat, soit 115 en moins par rapport à l'an dernier à la même période.

• Le choix de démissionner est-il plus fréquent ? Les départs non anticipés par les employeurs renforcent les tensions de recrutement.

Les départs faisant suite à une démission forment le premier motif de rupture de contrat de travail avec 42 % des ruptures. Par ailleurs, les départs à la retraite représentent 7 % des ruptures, les licenciements économiques 10 %.



Focus sur les jeunes

Embauches	Départs
1 383	1 396
Part des jeunes dans les embauches : 25 %	Part des jeunes dans les départs : 25 %
Part CDI : 20 %	Part CDD <1 mois : 84 %



Focus sur les seniors

Embauches	Départs
1 523	1 669
Part des seniors dans les embauches : 28 %	Part des seniors dans les départs : 29 %
Part CDI : 5 %	Part CDD <1 mois : 92 %

• Quelle est la part de jeunes parmi les embauches ? Signent-ils plus souvent un CDI qu'en moyenne tous âges confondus ?

Ils représentent 25 % des embauches et 25 % des départs. Parmi les jeunes nouvellement embauchés, 20 % ont signé un CDI.

• La part des emplois précaires occupés par les jeunes est-elle plus importante qu'en moyenne tous âges confondus ?

Parmi les jeunes ayant quittés leur entreprise 84 % occupaient un CDD inférieur à un mois.

Dynamique des secteurs entre 2023 et 2024

Champ : secteur privé hors agriculture, intérim et particuliers employeurs
données cumulées entre le 1er janvier et le 31 décembre

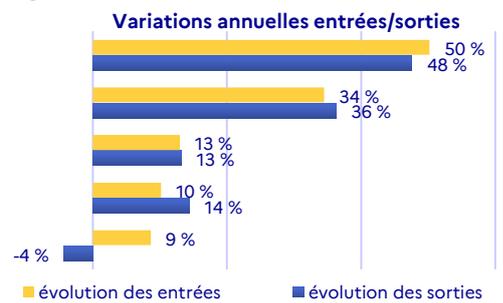
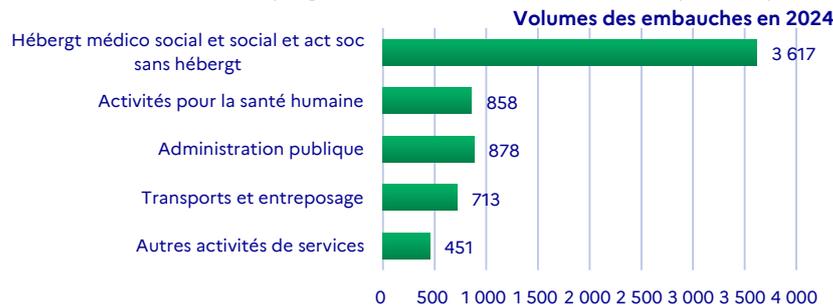
Source : Dares, MMO

Evolution des entrées et des sorties pour les 5 secteurs les plus actifs en termes de recrutement

Guide de lecture

• Comment évoluent les mouvements de main d'œuvre au sein des secteurs les plus actifs en termes de recrutement ?

Le secteur "hébergement médico-social et social et action sociale sans hébergement" contribue le plus à l'évolution des recrutements. En 2024, les embauches dans le secteur progressent de 50,2 %. Dans le même temps, les départs de salariés augmentent de 47,6 %.

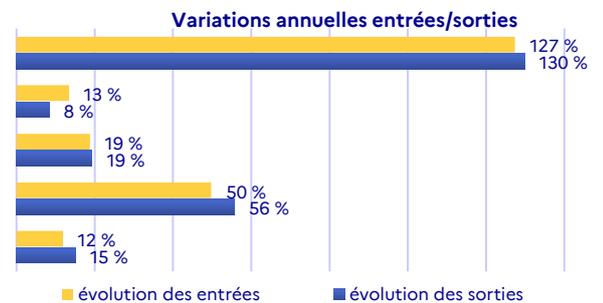
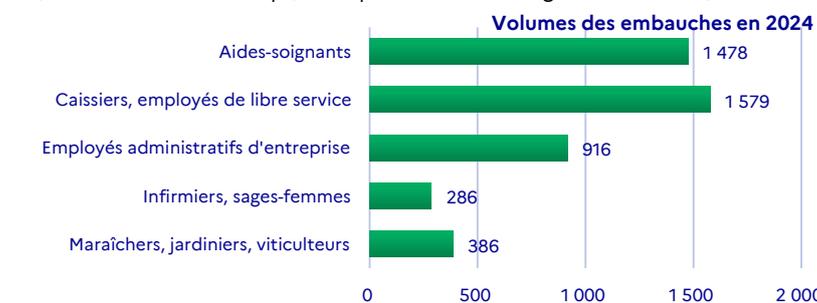


Evolution des entrées et des sorties dans les 5 familles professionnelles contribuant le plus aux nouvelles embauches

Guide de lecture

• Comment évoluent les mouvements de main d'œuvre au sein des métiers qui contribuent le plus aux nouvelles embauches ?

La famille de métiers "aides-soignants" contribuent le plus à l'évolution des recrutements. En 2024, les embauches pour ces métiers progressent de 127,4 %. Dans le même temps, les départs de salariés augmentent de 129,8 %.



Indicateurs Statistiques Territoriaux

Comité Local Pour l'Emploi (CLPE)

Dole

Démographie - Population active

Source : Insee, RP

Population totale

	2016	2022	Evol. 2022/2016	
			En valeur	En %
Dole	106 246	106 061	-185	-0,2
Jura	260 517	258 405	-2 112	-0,8
Région BFC	2 818 338	2 803 977	-14 361	-0,5

QUELQUES DÉFINITIONS

Population totale : ensemble des habitants domiciliés dans le territoire.

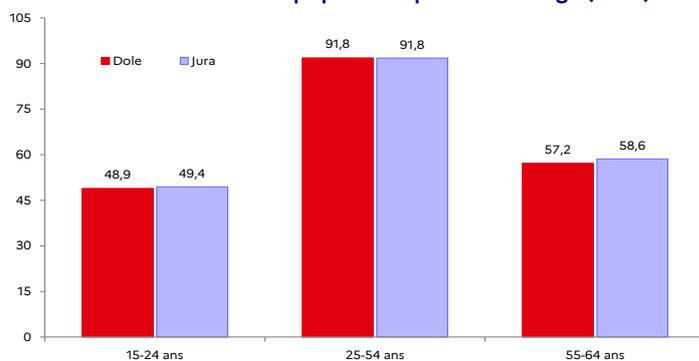
Population active : actifs de 15 à 64 ans en emploi + chômeurs.

Taux d'activité : rapport entre le nombre d'actifs et l'ensemble de la population correspondante (exemple : le nombre d'actifs de 15 à 24 ans parmi les habitants de 15 à 24 ans).

Répartition de la population par classe d'âge (en %)



Taux d'activité de la population par classe d'âge (en %)



Population active et en emploi

	Actifs de 15 à 64 ans			Femmes actives de 15 à 64 ans			Actifs de 15 à 64 ans en emploi		
	2016	2022	Evol. 2022/2016	2016	2022	Evol. 2022/2016	2016	2022	Evol. 2022/2016
Dole	47 152	47 245	+0,2	22 773	22 989	+0,9	42 005	43 190	+2,8
Jura	118 088	117 132	-0,8	56 769	56 393	-0,7	105 268	107 034	+1,7
Région BFC	1 271 663	1 262 620	-0,7	612 424	609 041	-0,6	1 109 159	1 130 545	+1,9

Structure économique du secteur privé

Champ : secteur privé, régime général, hors agriculture.

Source : Urssaf

Répartition des établissements et salariés par taille au 31/12/2024

	Moins de 10 sal.		10 à 49 sal.		50 à 249 sal.		250 sal. et plus		Total	
	Nbre étabs	Nbre sal.	Nbre étabs	Nbre sal.	Nbre étabs	Nbre sal.	Nbre étabs	Nbre sal.	Nbre étabs	Nbre sal.
Dole	2 153	6 439	421	8 480	72	6 487	6	3 009	2 652	24 414
Jura	5 616	16 793	1 094	22 056	186	16 807	12	5 206	6 908	60 863
Région BFC	54 528	163 930	11 566	232 376	2 082	199 387	201	90 414	68 377	686 106

Principales activités du territoire

	Effectifs salariés			Poids du secteur	
	2024	2023	Evol. (en %)	2024 (en %)	2023 (en %)
Dole					
Commerce, réparation automobile	4 726	4 765	-0,8	19,4	19,1
Construction	2 479	2 512	-1,3	10,2	10,1
Transports et entreposage	1 969	1 870	+5,3	8,1	7,5
Hébergmt médico social et social et act soc sans hébergmt	1 826	1 848	-1,2	7,5	7,4
Ind. agro-alimentaires	1 607	1 635	-1,7	6,6	6,6
Industrie chimique	1 564	1 615	-3,2	6,4	6,5
Métallurgie et fab. de produits métalliques	1 224	1 214	+0,8	5,0	4,9
Hébergement et restauration	1 198	1 234	-2,9	4,9	5,0
Act. de serv. adm. et de soutien	902	917	-1,6	3,7	3,7
Activités juridiques, comptables	846	873	-3,1	3,5	3,5
Intérim	827	1 046	-20,9	3,4	4,2
Activités pour la santé humaine	733	742	-1,2	3,0	3,0
Toutes activités	24 414	24 906	-2,0	100,0	100,0

Avertissement : les apprentis sont inclus dans le dénombrement des effectifs salariés.

Indicateurs statistiques territoriaux Comité Local Pour l'Emploi (CLPE)

Lons-le-Saunier

Inscrits à France Travail

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dreets

	Lons-le-Saunier			
	T2 2025	Part	Evol. par rapport au T1 2025 T2 2024	
Inscrits tenus de rechercher un emploi :				
Catégorie A (données cvs-cjo)	3 020	100 %	-7,1	+5,2
<25 ans	510	17 %	-12,1	+27,5
25-49 ans	1 650	55 %	-5,2	+2,5
50 ans et +	870	29 %	-6,5	+1,2
Hommes	1 590	53 %	-5,9	+6,0
Femmes	1 430	47 %	-8,3	+4,4
Catégories ABC (données cvs-cjo)	6 300	100 %	-1,9	+2,6
<25 ans	890	14 %	-3,3	+23,6
25-49 ans	3 570	57 %	-0,8	+1,4
50 ans et +	1 840	29 %	-3,2	-2,6
Hommes	3 040	48 %	-1,9	+2,4
Femmes	3 260	52 %	-1,8	+2,8
Inscrits depuis 1 an ou plus (DELD)	2 550	40 %	+0,0	-0,4
Inscrits non tenus de rechercher un emploi :				
Catégorie D (données cvs-cjo)	410		+2,5	+0,0
Catégorie E (données cvs-cjo)	540		-6,9	-6,9
Catégorie F (données brutes)	110		/	/
Catégorie G (données brutes)	890		/	/

En raison de la gestion des arrondis, les totaux peuvent très légèrement différer de la somme de leurs sous-totaux.

Avertissement :

A partir de janvier 2025, certaines personnes sont désormais systématiquement inscrites sur les listes de France Travail, en application de la loi pour le plein emploi du 18 décembre 2023, à savoir : les bénéficiaires du RSA et les jeunes à la recherche d'emploi suivis par les Missions Locales.

Une partie d'entre eux n'était pas inscrite à France Travail avant le 1er janvier 2025, ce qui a entraîné une hausse importante de nouveaux inscrits et donne l'impression que la situation du marché du travail se dégrade alors qu'elle a peu évolué dans certains territoires.

Avant le 1er janvier 2025, il n'y avait que cinq catégories d'inscrits : les personnes inscrites en catégories A, B ou C classées selon leur niveau d'activité, toutes tenues de rechercher un emploi. Les deux autres catégories (D et E) sont par exemple pour les personnes déjà en emploi, en formation ou en contrat aidé, non tenues d'effectuer des recherches actives.

Avec la réforme, deux nouvelles catégories sont créées, à savoir : la catégorie F pour les personnes en besoin d'un accompagnement social, et la catégorie G pour tous les bénéficiaires du RSA inscrits à France Travail en attente d'un accompagnement.

France Travail et les départements se donnent entre 2 à 3 ans pour recevoir et

orienter en parcours d'accompagnement tous les bénéficiaires du RSA qui n'étaient pas déjà inscrits sur les listes au 1er janvier 2025.

Catégories A, B, C, D, E, F et G : quelle différence ?

Cat. A : personne sans emploi, tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi.

Cat. B : personne ayant exercé une activité réduite de 78 heures maximum par mois, tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi.

Cat. C : personne ayant exercé une activité réduite de plus de 78 heures par mois, tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi.

Cat. D : personne sans emploi, qui n'est pas immédiatement disponible, et qui n'est pas tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi (demandeurs d'emploi en formation, en maladie, etc...).

Cat. E : personne en emploi, non tenue de faire des actes positifs de recherche d'emploi (créateurs d'entreprise, bénéficiaires de contrats aidés...).

Cat. F : personne en accompagnement social.

Cat. G : regroupe l'ensemble des bénéficiaires du RSA, en attente d'orientation, qui n'étaient pas inscrits avant le 1er janvier 2025.

Au 2e trimestre 2025

3 020 demandeurs d'emplois inscrits à France Travail sont sans emploi (catégorie A). Ce nombre diminue de 7,1 % sur un trimestre.

En incluant les demandeurs d'emploi en activité réduite, le nombre d'inscrits en catégories A, B, C affiche une baisse de 1,9 % par rapport au trimestre précédent.

Les inscrits de moins de 25 ans représentent 14 % des personnes en recherche active d'un emploi. Leur nombre baisse de 3,3 % par rapport au trimestre précédent.

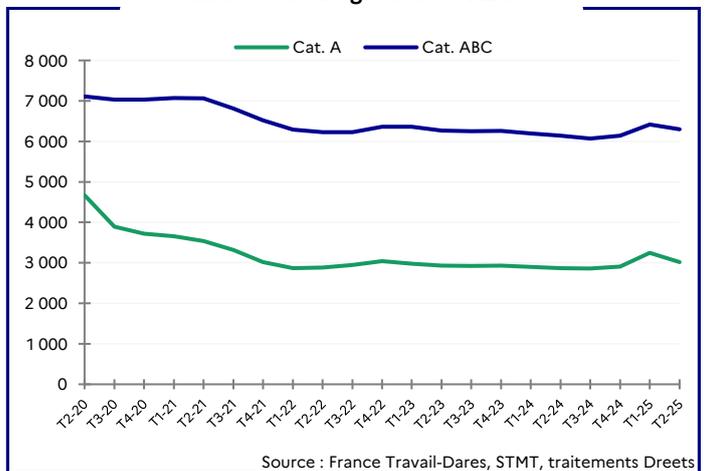
Les personnes de 25 à 49 ans constituent la majorité des demandeurs d'emploi, soit environ 57 % du total. Leur nombre baisse de 0,8 % par rapport au trimestre précédent.

Les seniors (50 ans ou plus) représentent 29 % des demandeurs d'emploi. Leur nombre baisse de 3,2 % par rapport au trimestre précédent.

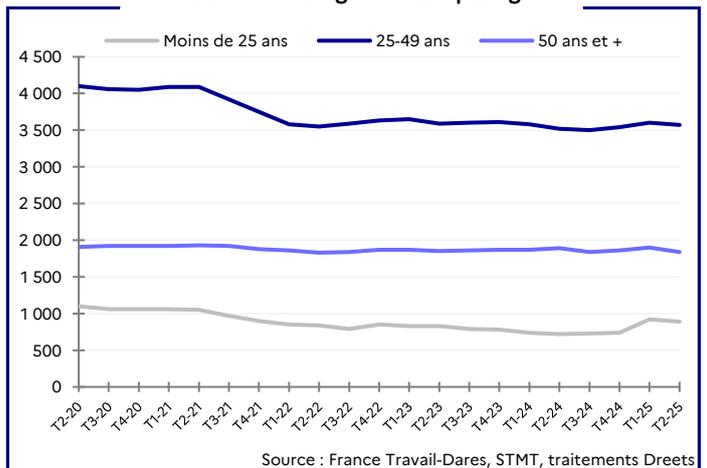
Les DELD forment 40 % de la demande d'emploi totale. Ce nombre est stable sur un trimestre. % par rapport au trimestre précédent.

Au sein des deux catégories nouvellement créées, 110 personnes sont inscrites en parcours social (catégorie F) et 890 personnes sont en attente d'une orientation par le service public de l'emploi (catégorie G).

Inscrits en catégories A et ABC



Inscrits en catégories ABC par âge



Indicateurs statistiques territoriaux Comité Local Pour l'Emploi (CLPE)

Lons-le-Saunier

Entrées dans les dispositifs

(données provisoires)

Sources : PEC : Dares, PACEA : I-Milo,

Apprentissage : Dares (SIA)

	Lons-le-Saunier		
	T2 2025	Cumul 2025	Evol. (en %) cumul 25/cumul 24
Contrats aidés (conventions initiales + avenants) :			
PEC	s	11	-26,7
Mesures d'accompagnement :			
PACEA	59	134	+25,2
CEJ	38	115	-26,8
Alternance (secteur privé) :			
Entrées en apprentissage (au 1T2025)	45	45	-21,4

s : secret statistique

QUELQUES DÉFINITIONS

PEC : le Parcours Emploi Compétences est un dispositif destiné aux personnes éloignées du marché du travail. Il combine emploi, formation et accompagnement pour favoriser l'insertion professionnelle durable. Les employeurs bénéficient d'aides financières pour embaucher des personnes dans ce cadre.

PACEA : le Parcours Contractualisé d'Accompagnement vers l'Emploi et l'Autonomie est un dispositif mis en place pour aider les jeunes de 16 à 25 ans en difficulté à s'insérer professionnellement et à gagner en autonomie

CEJ : le Contrat d'Engagement Jeune est un dispositif pour aider les jeunes de 16 à 25 ans qui ne sont ni étudiants, ni en formation, et qui rencontrent des difficultés d'accès à l'emploi durable.

Recours à l'intérim

Source : Dares, traitements Dreets - données brutes en moyenne trimestrielle

Volume de travail temporaire selon le regroupement en 5 grands secteurs

	T1 2025	T1 2024	T1 2023
	Lons-le-Saunier	1 140	1 170
Equivalent emplois à temps plein			
dont Agriculture	0	0	0
Industrie	630	580	610
Construction	270	300	340
Commerce	50	80	70
Services	190	210	260

Volume de travail temporaire (en ETP) par secteur d'activité en A38

Construction	270
Ind. agro-alimentaires	210
Fab. de produits en caoutchouc, plastique	90
Rép. et inst. de machines et équip.	90
Industrie chimique	60

Guide de lecture :

Au 1er trimestre, en moyenne :

Mesuré en équivalent temps plein, le volume de travail temporaire représente près de 1 140 emplois. La majorité des effectifs se trouve dans le secteur de l'industrie avec 630 emplois (ETP), représentant environ 55 % du total. Ce nombre augmente de 9 % en un an. Le secteur de la construction suit avec 270 emplois (ETP), soit environ 24 % du total. Le recours à l'intérim dans ce secteur baisse de 10 % sur un an. Selon la nomenclature A38, les deux principales activités regroupant le plus important volume de travail temporaire sont : construction (environ 270 ETP), fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac (environ 210 ETP).

Recours à l'activité partielle (de droit commun et de longue durée)

Source : DGEFP, données provisoires au 24/07/2025

	T1 2025	T1 2024
	Lons-le-Saunier	11 173
Demandes indemnisées		
Etablissements indemnisés, moyenne trimestrielle	3	5
Salariés indemnisés, moyenne trimestrielle	102	178
Heures indemnisées	11 173	16 164
Taux de consommation	10,1	13,6

Avertissement : un trimestre de recul est nécessaire pour disposer de données de consommation suffisamment consolidées. En raison d'une mise à jour en continu des informations, les données mensuelles sont encore modifiées à la marge après cette date.

Guide de lecture :

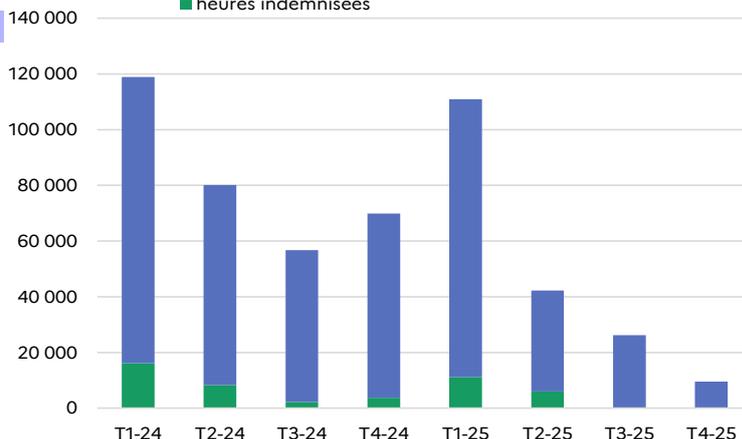
Au 1er trimestre 2025, en moyenne :

3 établissements ont eu recours à l'activité partielle et 102 salariés ont été placés au chômage partiel.

Le volume d'heures chômées au cours du trimestre représente 11 173 heures. Les établissements ont consommé 10,1 % du volume d'heures qui leur était autorisé.

Suivi de la consommation d'activité partielle - données provisoires

■ heures demandées et autorisées par l'administration
■ heures indemnisées



Lons-le-Saunier

Embauches et départs

Champ : secteur privé hors agriculture, intérim et particuliers employeurs

Source : Dares, MMO

		T1 2025	T1 2024
Lons-le-Saunier		5 556	5 332
Embauches			
Contrats signés			
dont	CDD	4 237	3 997
	CDI	1 319	1 335
	Evol. CDD	+6,0 %	-0,3 %
	Evol. CDI	-1,2 %	-2,6 %
Départs			
Fins de CDD			
		3 819	3 540
dont CDD <1 mois		87 %	86 %
Ruptures de contrat			
		1 696	1 560
démissions		676	690
lic. économiques		125	20
fins période d'essai		332	301
retraite		136	107
rupture conventionnelle		141	166
lic. non économiques		231	216
autres		55	60

Guide de lecture :

Au 1er trimestre 2025

- Comment évolue le besoin en recrutement des établissements ?
5 556 contrats de travail (CDD, CDI) signés, soit 224 en plus par rapport à l'an dernier à la même période.
- Les embauches en CDI sont-elles plus fréquentes ?
Les embauches en CDI diminuent. La part des CDI s'élève à 24 % des recrutements contre 25 % à la même période en 2024.
- Combien de contrats sont arrivés à terme ? La part des contrats précaires augmente-t-elle ?
3 819 CDD sont arrivés à terme. Parmi ces fins de CDD, 87 % duraient moins d'un mois (86 % il y a un an à la même période).
- Le volume des ruptures de contrat de travail augmente-t-il ?
1 696 départs de salariés font suite à une rupture de contrat, soit 136 en moins par rapport à l'an dernier à la même période.
- Le choix de démissionner est-il plus fréquent ? Les départs non anticipés par les employeurs renforcent les tensions de recrutement.
Les départs faisant suite à une démission forment le premier motif de rupture de contrat de travail avec 40 % des ruptures. Par ailleurs, les départs à la retraite représentent 8 % des ruptures, les licenciements économiques 8 %.

Focus sur les jeunes

Embauches	Départs
1 587	1 540
Part des jeunes dans les embauches : 29 %	Part des jeunes dans les départs : 28 %
Part CDI : 22 %	Part CDD <1 mois : 85 %

Focus sur les seniors

Embauches	Départs
1 458	1 566
Part des seniors dans les embauches : 26 %	Part des seniors dans les départs : 28 %
Part CDI : 7 %	Part CDD <1 mois : 91 %

- Quelle est la part de jeunes parmi les embauches ? Signent-ils plus souvent un CDI qu'en moyenne tous âges confondus ?
Ils représentent 29 % des embauches et 28 % des départs. Parmi les jeunes nouvellement embauchés, 22 % ont signé un CDI.
- La part des emplois précaires occupés par les jeunes est-elle plus importante qu'en moyenne tous âges confondus ?
Parmi les jeunes ayant quittés leur entreprise 85 % occupaient un CDD inférieur à un mois.

Dynamique des secteurs entre 2023 et 2024

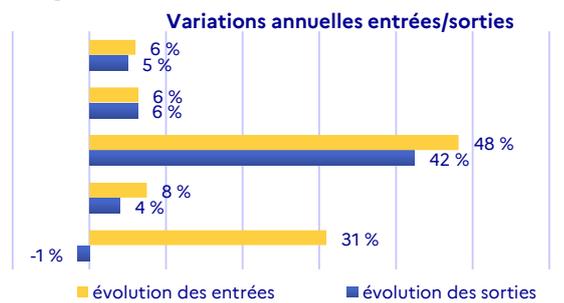
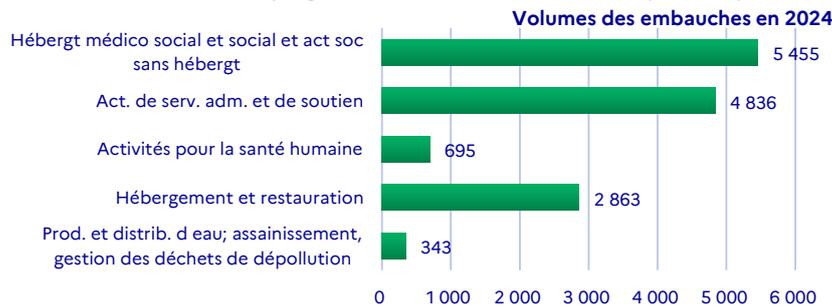
Champ : secteur privé hors agriculture, intérim et particuliers employeurs
données cumulées entre le 1er janvier et le 31 décembre

Source : Dares, MMO

Evolution des entrées et des sorties pour les 5 secteurs les plus actifs en termes de recrutement

Guide de lecture

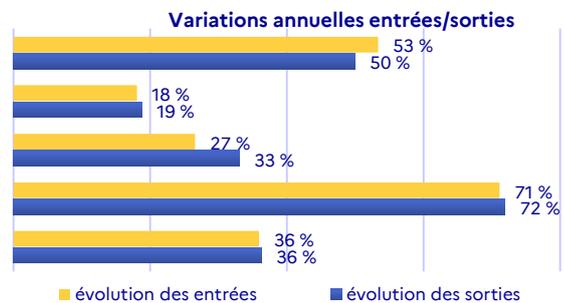
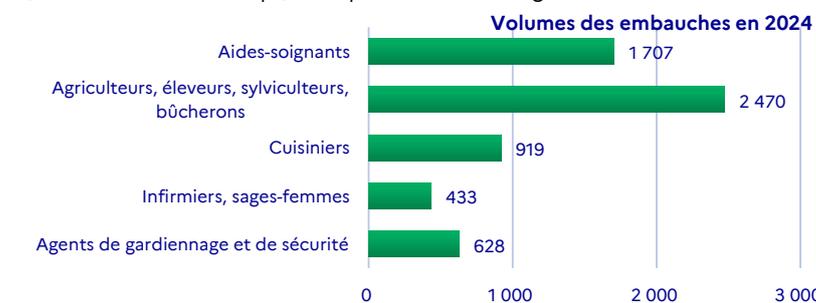
- Comment évoluent les mouvements de main d'œuvre au sein des secteurs les plus actifs en termes de recrutement ?
Le secteur "hébergement médico-social et social et action sociale sans hébergement" contribue le plus à l'évolution des recrutements. En 2024, les embauches dans le secteur progressent de 6 %. Dans le même temps, les départs de salariés augmentent de 5 %.



Evolution des entrées et des sorties dans les 5 familles professionnelles contribuant le plus aux nouvelles embauches

Guide de lecture

- Comment évoluent les mouvements de main d'œuvre au sein des métiers qui contribuent le plus aux nouvelles embauches ?
La famille de métiers "aides-soignants" contribuent le plus à l'évolution des recrutements. En 2024, les embauches pour ces métiers progressent de 53,4 %. Dans le même temps, les départs de salariés augmentent de 50 %.



Indicateurs Statistiques Territoriaux

Comité Local Pour l'Emploi (CLPE)

Lons-le-Saunier

Démographie - Population active

Source : Insee, RP

Population totale

	2016	2022	Evol. 2022/2016	
			En valeur	En %
Lons-le-Saunier	104 522	104 261	-261	-0,2
Jura	260 517	258 405	-2 112	-0,8
Région BFC	2 818 338	2 803 977	-14 361	-0,5

QUELQUES DÉFINITIONS

Population totale : ensemble des habitants domiciliés dans le territoire.

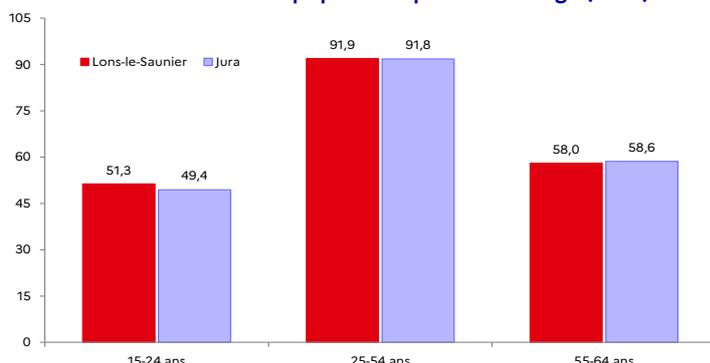
Population active : actifs de 15 à 64 ans en emploi + chômeurs.

Taux d'activité : rapport entre le nombre d'actifs et l'ensemble de la population correspondante (exemple : le nombre d'actifs de 15 à 24 ans parmi les habitants de 15 à 24 ans).

Répartition de la population par classe d'âge (en %)



Taux d'activité de la population par classe d'âge (en %)



Population active et en emploi

	Actifs de 15 à 64 ans			Femmes actives de 15 à 64 ans			Actifs de 15 à 64 ans en emploi		
	2016	2022	Evol. 2022/2016	2016	2022	Evol. 2022/2016	2016	2022	Evol. 2022/2016
Lons-le-Saunier	46 716	46 591	-0,3	22 587	22 503	-0,4	41 926	42 689	+1,8
Jura	118 088	117 132	-0,8	56 769	56 393	-0,7	105 268	107 034	+1,7
Région BFC	1 271 663	1 262 620	-0,7	612 424	609 041	-0,6	1 109 159	1 130 545	+1,9

Structure économique du secteur privé

Champ : secteur privé, régime général, hors agriculture.

Source : Urssaf

Répartition des établissements et salariés par taille au 31/12/2024

	Moins de 10 sal.		10 à 49 sal.		50 à 249 sal.		250 sal. et plus		Total	
	Nbre étab.	Nbre sal.	Nbre étab.	Nbre sal.	Nbre étab.	Nbre sal.	Nbre étab.	Nbre sal.	Nbre étab.	Nbre sal.
Lons-le-Saunier	2 509	7 491	495	9 910	76	6 694	6	2 197	3 086	26 292
Jura	5 616	16 793	1 094	22 056	186	16 807	12	5 206	6 908	60 863
Région BFC	54 528	163 930	11 566	232 376	2 082	199 387	201	90 414	68 377	686 106

Principales activités du territoire

	Effectifs salariés			Poids du secteur	
	2024	2023	Evol. (en %)	2024 (en %)	2023 (en %)
Lons-le-Saunier					
Commerce, réparation automobile	5 198	5 181	+0,3	19,8	19,8
Hébergement médico social et social et act soc sans hébergement	2 598	2 531	+2,6	9,9	9,7
Construction	2 432	2 458	-1,1	9,2	9,4
Ind. agro-alimentaires	1 705	1 675	+1,8	6,5	6,4
Transports et entreposage	1 636	1 687	-3,0	6,2	6,5
Hébergement et restauration	1 226	1 138	+7,7	4,7	4,4
Activités juridiques, comptables	1 124	1 103	+1,9	4,3	4,2
Métallurgie et fab. de produits métalliques	1 022	1 005	+1,7	3,9	3,8
Rép. et inst. de machines et équip.	823	814	+1,1	3,1	3,1
Autres activités de services	705	710	-0,7	2,7	2,7
Fab. de produits en caoutchouc, plastique	679	698	-2,7	2,6	2,7
Prod. et distrib. d'eau; assainissement, gestion des déchets	675	619	+9,0	2,6	2,4
Toutes activités	26 292	26 116	+0,7	100,0	100,0

Avertissement : les apprentis sont inclus dans le dénombrement des effectifs salariés.

Indicateurs statistiques territoriaux Comité Local Pour l'Emploi (CLPE)

Saint-Claude

Inscrits à France Travail

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dreets

	T2 2025	Part	Evol. par rapport au T1 2025 T2 2024	
Saint-Claude				
Inscrits tenus de rechercher un emploi :				
Catégorie A (données cvs-cjo)	2 020	100 %	-9,0	+8,0
<25 ans	290	14 %	-25,6	+11,5
25-49 ans	1 160	57 %	-6,5	+8,4
50 ans et +	560	28 %	-5,1	+3,7
Hommes	1 100	54 %	-9,8	+8,9
Femmes	910	45 %	-9,9	+5,8
Catégories ABC (données cvs-cjo)	3 820	100 %	-3,5	+4,4
<25 ans	510	13 %	-15,0	+4,1
25-49 ans	2 250	59 %	-1,7	+5,6
50 ans et +	1 060	28 %	-0,9	+1,9
Hommes	1 990	52 %	-3,9	+6,4
Femmes	1 830	48 %	-3,2	+2,2
Inscrits depuis 1 an ou plus (DELD)	1 600	42 %	+1,3	+5,3
Inscrits non tenus de rechercher un emploi :				
Catégorie D (données cvs-cjo)	170		+6,3	-19,0
Catégorie E (données cvs-cjo)	200		-9,1	-16,7
Catégorie F (données brutes)	50		/	/
Catégorie G (données brutes)	360		/	/

En raison de la gestion des arrondis, les totaux peuvent très légèrement différer de la somme de leurs sous-totaux.

Avertissement :

A partir de janvier 2025, certaines personnes sont désormais systématiquement inscrites sur les listes de France Travail, en application de la loi pour le plein emploi du 18 décembre 2023, à savoir : les bénéficiaires du RSA et les jeunes à la recherche d'emploi suivis par les Missions Locales.

Une partie d'entre eux n'était pas inscrite à France Travail avant le 1er janvier 2025, ce qui a entraîné une hausse importante de nouveaux inscrits et donne l'impression que la situation du marché du travail se dégrade alors qu'elle a peu évolué dans certains territoires.

Avant le 1er janvier 2025, il n'y avait que cinq catégories d'inscrits : les personnes inscrites en catégories A, B ou C classées selon leur niveau d'activité, toutes tenues de rechercher un emploi. Les deux autres catégories (D et E) sont par exemple pour les personnes déjà en emploi, en formation ou en contrat aidé, non tenues d'effectuer des recherches actives.

Avec la réforme, deux nouvelles catégories sont créées, à savoir : la catégorie F pour les personnes en besoin d'un accompagnement social, et la catégorie G pour tous les bénéficiaires du RSA inscrits à France Travail en attente d'un accompagnement.

France Travail et les départements se donnent entre 2 à 3 ans pour recevoir et

orienter en parcours d'accompagnement tous les bénéficiaires du RSA qui n'étaient pas déjà inscrits sur les listes au 1er janvier 2025.

Catégories A, B, C, D, E, F et G : quelle différence ?

Cat. A : personne sans emploi, tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi.

Cat. B : personne ayant exercé une activité réduite de 78 heures maximum par mois, tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi.

Cat. C : personne ayant exercé une activité réduite de plus de 78 heures par mois, tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi.

Cat. D : personne sans emploi, qui n'est pas immédiatement disponible, et qui n'est pas tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi (demandeurs d'emploi en formation, en maladie, etc...).

Cat. E : personne en emploi, non tenue de faire des actes positifs de recherche d'emploi (créateurs d'entreprise, bénéficiaires de contrats aidés...).

Cat. F : personne en accompagnement social.

Cat. G : regroupe l'ensemble des bénéficiaires du RSA, en attente d'orientation, qui n'étaient pas inscrits avant le 1er janvier 2025.

Au 2e trimestre 2025

2 020 demandeurs d'emplois inscrits à France Travail sont sans emploi (catégorie A). Ce nombre diminue de 9,0 % sur un trimestre.

En incluant les demandeurs d'emploi en activité réduite, le nombre d'inscrits en catégories A, B, C affiche une baisse de 3,5 % par rapport au trimestre précédent.

Les inscrits de moins de 25 ans représentent 13 % des personnes en recherche active d'un emploi. Leur nombre baisse de 15,0 % par rapport au trimestre précédent.

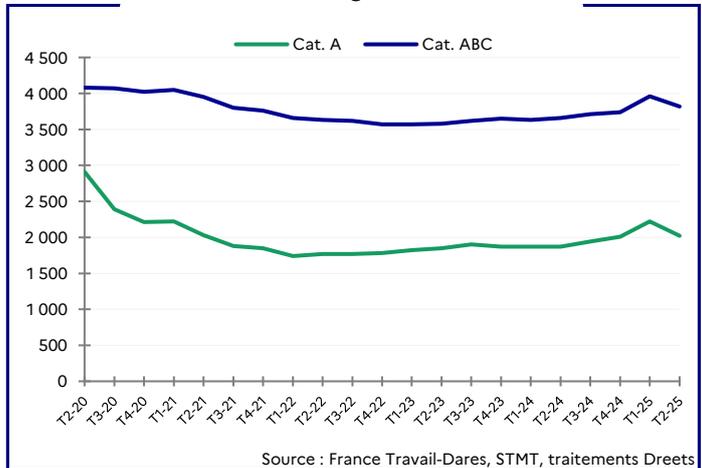
Les personnes de 25 à 49 ans constituent la majorité des demandeurs d'emploi, soit environ 59 % du total. Leur nombre baisse de 1,7 % par rapport au trimestre précédent.

Les seniors (50 ans ou plus) représentent 28 % des demandeurs d'emploi. Leur nombre baisse de 0,9 % par rapport au trimestre précédent.

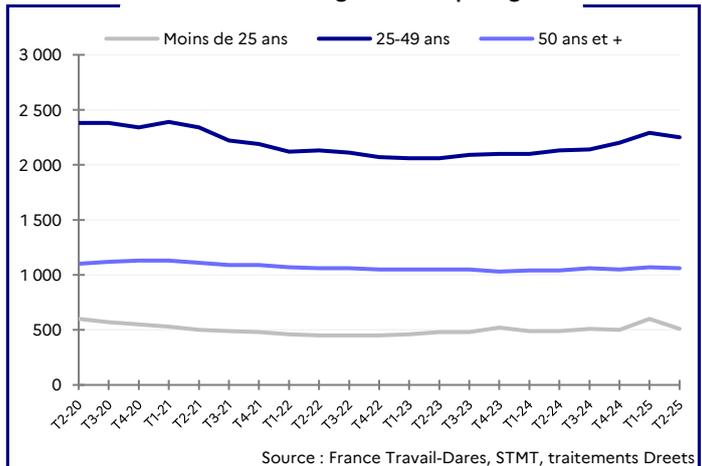
Les DELD forment 42 % de la demande d'emploi totale. Ce nombre croît de 1,3 % par rapport au trimestre précédent.

Au sein des deux catégories nouvellement créées, 50 personnes sont inscrites en parcours social (catégorie F) et 360 personnes sont en attente d'une orientation par le service public de l'emploi (catégorie G).

Inscrits en catégories A et ABC



Inscrits en catégories ABC par âge



Indicateurs statistiques territoriaux Comité Local Pour l'Emploi (CLPE)

Saint-Claude

Entrées dans les dispositifs

(données provisoires)

Sources : PEC : Dares, PACEA : I-Milo,

Apprentissage : Dares (SIA)

	Saint-Claude		
	T2 2025	Cumul 2025	Evol. (en %) cumul 25/cumul 24
Contrats aidés (conventions initiales + avenants) :			
PEC	s	6	-14,3
Mesures d'accompagnement :			
PACEA	15	49	+58,1
CEJ	20	69	0,0
Alternance (secteur privé) :			
Entrées en apprentissage (au 1T2025)	16	16	+42,5

s : secret statistique

QUELQUES DÉFINITIONS

PEC : le Parcours Emploi Compétences est un dispositif destiné aux personnes éloignées du marché du travail. Il combine emploi, formation et accompagnement pour favoriser l'insertion professionnelle durable. Les employeurs bénéficient d'aides financières pour embaucher des personnes dans ce cadre.

PACEA : le Parcours Contractualisé d'Accompagnement vers l'Emploi et l'Autonomie est un dispositif mis en place pour aider les jeunes de 16 à 25 ans en difficulté à s'insérer professionnellement et à gagner en autonomie

CEJ : le Contrat d'Engagement Jeune est un dispositif pour aider les jeunes de 16 à 25 ans qui ne sont ni étudiants, ni en formation, et qui rencontrent des difficultés d'accès à l'emploi durable.

Recours à l'intérim

Source : Dares, traitements Dreets - données brutes en moyenne trimestrielle

Volume de travail temporaire selon le regroupement en 5 grands secteurs

	T1 2025	T1 2024	T1 2023
	Saint-Claude		
Equivalent emplois à temps plein	660	770	820
dont			
Agriculture	0	0	0
Industrie	490	550	560
Construction	10	10	10
Commerce	10	20	20
Services	150	190	230

Volume de travail temporaire (en ETP) par secteur d'activité en A38

Fab. de produits en caoutchouc, plastique	240
Act. de serv. adm. et de soutien	90
Rép. et inst. de machines et équip.	80
Fab. de matériels de transport	70
Métallurgie et fab. de produits métalliques	60

Guide de lecture :

Au 1er trimestre, en moyenne :

Mesuré en équivalent temps plein, le volume de travail temporaire représente près de 660 emplois. La majorité des effectifs se trouve dans le secteur de l'industrie avec 490 emplois (ETP), représentant environ 74 % du total. Ce nombre diminue de 11 % en un an. Le secteur des services suit avec 150 emplois (ETP), soit environ 23 % du total. Le recours à l'intérim dans ce secteur baisse de 21 % sur un an. Selon la nomenclature A38, les deux principales activités regroupant le plus important volume de travail temporaire sont : fabrication de produits en caoutchouc et en plastique ainsi que d'autres produits minéraux non métalliques (environ 240 ETP), activités de services administratifs et de soutien (environ 90 ETP).

Recours à l'activité partielle (de droit commun et de longue durée)

Source: DGEFP, données provisoires au 24/07/2025

	T1 2025	T1 2024
	Saint-Claude	
Demandes indemnisées		
Etablissements indemnisés, moyenne trimestrielle	5	6
Salariés indemnisés, moyenne trimestrielle	140	385
Heures indemnisées	17 691	32 269
Taux de consommation	31,3	27,9

Avertissement : un trimestre de recul est nécessaire pour disposer de données de consommation suffisamment consolidées. En raison d'une mise à jour en continu des informations, les données mensuelles sont encore modifiées à la marge après cette date.

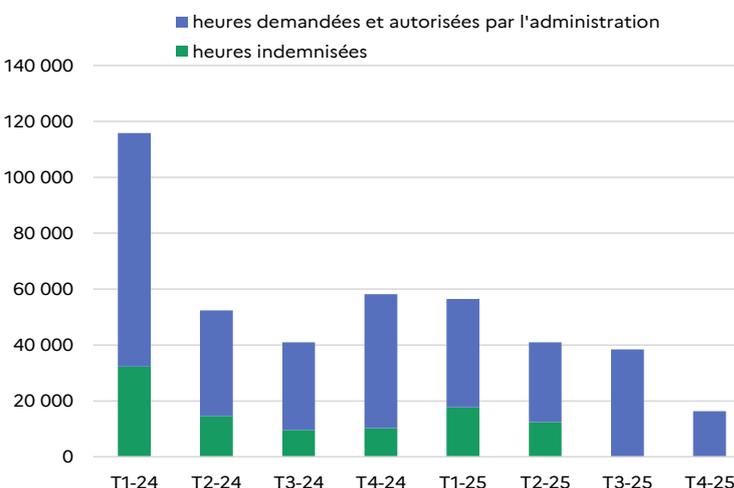
Guide de lecture :

Au 1er trimestre 2025, en moyenne :

5 établissements ont eu recours à l'activité partielle et 140 salariés ont été placés au chômage partiel.

Le volume d'heures chômées au cours du trimestre représente 17 691 heures. Les établissements ont consommé 31,3 % du volume d'heures qui leur était autorisé.

Suivi de la consommation d'activité partielle - données provisoires



Saint-Claude

Embauches et départs

Champ : secteur privé hors agriculture, intérim et particuliers employeurs

Source : Dares, MMO

	T1 2025	T1 2024
Saint-Claude		
Embauches	1 300	1 345
Contrats signés		
dont		
CDD	805	873
CDI	495	472
Evol. CDD	-7,8 %	-13,9 %
Evol. CDI	+4,9 %	-4,8 %
Départs	1 599	1 539
Fins de CDD	1 016	973
dont CDD <1 mois	46 %	48 %
Ruptures de contrat	583	566
démissions	233	215
lic. économiques	16	8
fins période d'essai	113	95
retraite	50	49
rupture conventionnelle	51	42
lic. non économiques	97	104
autres	23	53

Guide de lecture :

Au 1er trimestre 2025

- Comment évolue le besoin en recrutement des établissements ?
1 300 contrats de travail (CDD, CDI) signés, soit 45 en moins par rapport à l'an dernier à la même période.
- Les embauches en CDI sont-elles plus fréquentes ?
Les embauches en CDI augmentent. La part des CDI s'élève à 38 % des recrutements contre 35 % à la même période en 2024.
- Combien de contrats sont arrivés à terme ? La part des contrats précaires augmente-t-elle ?
1 016 CDD sont arrivés à terme. Parmi ces fins de CDD, 46 % duraient moins d'un mois (48 % il y a un an à la même période).
- Le volume des ruptures de contrat de travail augmente-t-il ?
583 départs de salariés font suite à une rupture de contrat, soit 17 en moins par rapport à l'an dernier à la même période.
- Le choix de démissionner est-il plus fréquent ? Les départs non anticipés par les employeurs renforcent les tensions de recrutement.
Les départs faisant suite à une démission forment le premier motif de rupture de contrat de travail avec 40 % des ruptures. Par ailleurs, les départs à la retraite représentent 9 % des ruptures, les licenciements économiques 9 %.



Focus sur les jeunes

Embauches	Départs
360	458
Part des jeunes dans les embauches : 28 %	Part des jeunes dans les départs : 29 %
Part CDI 32 %	Part CDD <1 mois 52 %



Focus sur les seniors

Embauches	Départs
251	374
Part des seniors dans les embauches : 19 %	Part des seniors dans les départs : 23 %
Part CDI 13 %	Part CDD <1 mois 43 %

- Quelle est la part de jeunes parmi les embauches ? Signent-ils plus souvent un CDI qu'en moyenne tous âges confondus ?
Ils représentent 28 % des embauches et 29 % des départs. Parmi les jeunes nouvellement embauchés, 32 % ont signé un CDI.
- La part des emplois précaires occupés par les jeunes est-elle plus importante qu'en moyenne tous âges confondus ?
Parmi les jeunes ayant quittés leur entreprise 52 % occupaient un CDD inférieur à un mois.

Dynamique des secteurs entre 2023 et 2024

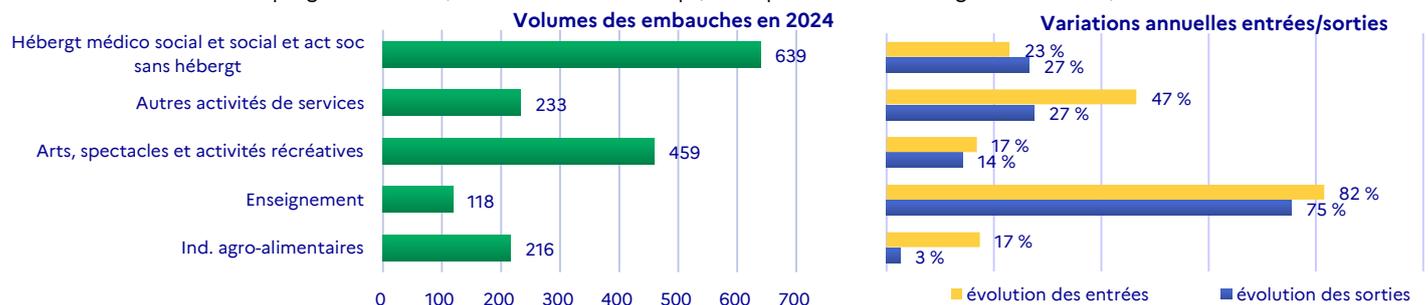
Champ : secteur privé hors agriculture, intérim et particuliers employeurs
données cumulées entre le 1er janvier et le 31 décembre

Source : Dares, MMO

Evolution des entrées et des sorties pour les 5 secteurs les plus actifs en termes de recrutement

Guide de lecture

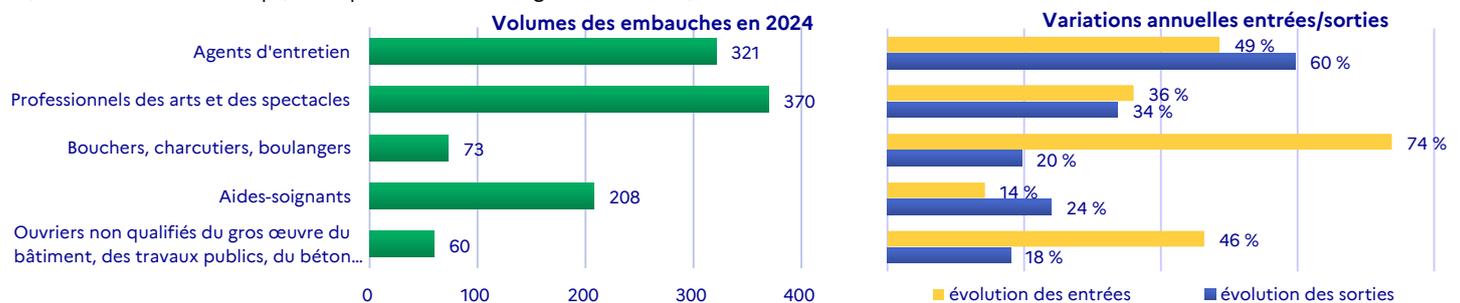
- Comment évoluent les mouvements de main d'œuvre au sein des secteurs les plus actifs en termes de recrutement ?
Le secteur "hébergement médico-social et social et action sociale sans hébergement" contribue le plus à l'évolution des recrutements. En 2024, les embauches dans le secteur progressent de 22,9 %. Dans le même temps, les départs de salariés augmentent de 26,6 %.



Evolution des entrées et des sorties dans les 5 familles professionnelles contribuant le plus aux nouvelles embauches

Guide de lecture

- Comment évoluent les mouvements de main d'œuvre au sein des métiers qui contribuent le plus aux nouvelles embauches ?
La famille de métiers "agents d'entretien" contribuent le plus à l'évolution des recrutements. En 2024, les embauches pour ces métiers progressent de 48,6 %. Dans le même temps, les départs de salariés augmentent de 59,7 %.



Indicateurs Statistiques Territoriaux

Comité Local Pour l'Emploi (CLPE)

Saint-Claude

Démographie - Population active

Source : Insee, RP

Population totale

	2016	2022	Evol. 2022/2016	
			En valeur	En %
Saint-Claude	49 749	48 083	-1 666	-3,3
Jura	260 517	258 405	-2 112	-0,8
Région BFC	2 818 338	2 803 977	-14 361	-0,5

QUELQUES DÉFINITIONS

Population totale : ensemble des habitants domiciliés dans le territoire.

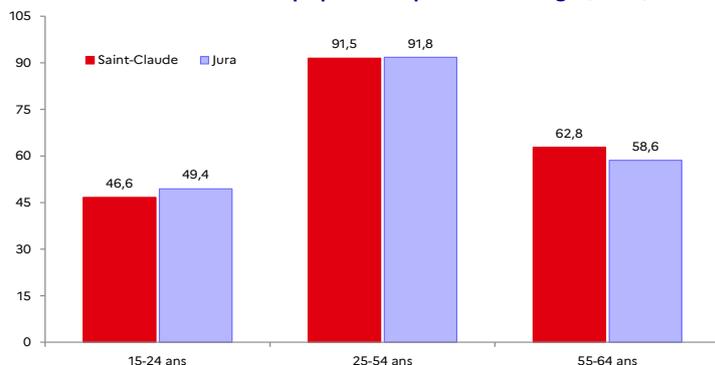
Population active : actifs de 15 à 64 ans en emploi + chômeurs.

Taux d'activité : rapport entre le nombre d'actifs et l'ensemble de la population correspondante (exemple : le nombre d'actifs de 15 à 24 ans parmi les habitants de 15 à 24 ans).

Répartition de la population par classe d'âge (en %)



Taux d'activité de la population par classe d'âge (en %)



Population active et en emploi

	Actifs de 15 à 64 ans			Femmes actives de 15 à 64 ans			Actifs de 15 à 64 ans en emploi		
	2016	2022	Evol. 2022/2016	2016	2022	Evol. 2022/2016	2016	2022	Evol. 2022/2016
Saint-Claude	24 219	23 295	-3,8	11 409	10 901	-4,5	21 337	21 156	-0,8
Jura	118 088	117 132	-0,8	56 769	56 393	-0,7	105 268	107 034	+1,7
Région BFC	1 271 663	1 262 620	-0,7	612 424	609 041	-0,6	1 109 159	1 130 545	+1,9

Structure économique du secteur privé

Champ : secteur privé, régime général, hors agriculture.

Source : Urssaf

Répartition des établissements et salariés par taille au 31/12/2024

	Moins de 10 sal.		10 à 49 sal.		50 à 249 sal.		250 sal. et plus		Total	
	Nbre étabs	Nbre sal.	Nbre étabs	Nbre sal.	Nbre étabs	Nbre sal.	Nbre étabs	Nbre sal.	Nbre étabs	Nbre sal.
Saint-Claude	954	2 863	178	3 666	38	3 627	0	0	1 170	10 156
Jura	5 616	16 793	1 094	22 056	186	16 807	12	5 206	6 908	60 863
Région BFC	54 528	163 930	11 566	232 376	2 082	199 387	201	90 414	68 377	686 106

Principales activités du territoire

	Effectifs salariés			Poids du secteur	
	2024	2023	Evol. (en %)	2024 (en %)	2023 (en %)
Saint-Claude					
Fab. de produits en caoutchouc, plastique	1 370	1 407	-2,6	13,5	13,6
Commerce, réparation automobile	1 361	1 367	-0,4	13,4	13,2
Rép. et inst. de machines et équip.	1 269	1 225	+3,6	12,5	11,9
Métallurgie et fab. de produits métalliques	837	848	-1,3	8,2	8,2
Hébergement et restauration	670	613	+9,3	6,6	5,9
Construction	661	679	-2,7	6,5	6,6
Transports et entreposage	526	588	-10,5	5,2	5,7
Activités juridiques, comptables	515	554	-7,0	5,1	5,4
Hébergmt médico social et social et act soc sans hébergmt	461	442	+4,3	4,5	4,3
Travail du bois, ind. du papier et imprimerie	364	367	-0,8	3,6	3,6
Intérim	274	395	-30,6	2,7	3,8
Fab. de matériels de transport	226	253	-10,7	2,2	2,4
Toutes activités	10 156	10 330	-1,7	100,0	100,0

Avertissement : les apprentis sont inclus dans le dénombrement des effectifs salariés.

Principaux indicateurs

CLPE du Jura

	Dole	Lons-le-Saunier	Saint-Claude	Jura	BFC
Inscrits à France Travail au 2ème Trim. 2025					
Catégorie A (données CVS-CJO)	3 450	3 020	2 020	8 490	108 240
Evol. (en %) sur 1 Trim.	-3,1	-7,1	-9,0	-6,1	-7,1
Evol. (en %) sur 1 an	+12,7	+5,2	+8,0	+9,0	+7,1
Catégories ABC (données CVS-CJO)	6 950	6 300	3 820	17 070	203 620
Evol. (en %) sur 1 Trim.	-0,7	-1,9	-3,5	-1,8	-2,7
Evol. (en %) sur 1 an	+5,6	+2,6	+4,4	+4,2	+4,0
Inscrits depuis 1 an ou plus	3 030	2 550	1 600	7 170	9 014
Catégorie D (données CVS-CJO)	390	410	170	970	12 890
Catégorie E (données CVS-CJO)	330	540	200	1 060	12 390
Catégorie F (données brutes)	120	110	50	270	7 604
Catégorie G (données brutes)	1 060	890	360	2 290	25 965
Entrées dans les dispositifs au 2ème Trim. 2025					
PEC	9	5	5	14	150
Cumul 2025	27	11	6	44	470
PACEA	61	59	15	135	2 467
Cumul 2025	116	134	49	299	5 005
CEJ	55	38	20	113	2 157
Cumul 2025	137	115	69	321	5 600
Apprentissage (secteur privé) au 1T2025	38	45	16	98	1 383
Cumul 2025	38	45	16	98	1 383
Recours à l'intérim au 1er Trim. 2025					
Equivalent emplois à temps plein	1 220	1 140	660	3 020	29 610
Evol. (en %) sur 1 an	-5,4	-2,6	-14,3	-6,5	-4,7
Recours à l'activité partielle au 1er Trim. 2025					
Heures indemnisées	3 794	11 173	17 691	32 658	297 451
Evol. (en nbre) sur 1 an	-5 407	-4 990	-14 578	-24 975	-395 927
Embauches et départs au 1er Trim. 2025					
Embauches	5 529	5 556	1 300	12 385	165 698
Evol. (en %) sur 1 an	-3,4	+4,2	-3,3	-0,1	-0,1
Départs	5 662	5 515	1 599	12 776	165 104
Evol. (en %) sur 1 an	+2,9	+8,1	+3,9	+5,2	+2,4
Démographie - Population active (RP 2022)					
Population totale	106 061	104 261	48 083	258 405	2 803 977
Evol. 2022/2016	-0,2	-0,2	-3,3	-0,8	-0,5
Actifs de 15 à 64 ans	47 245	46 591	23 295	117 132	1 262 620
Evol. 2022/2016	+0,2	-0,3	-3,8	-0,8	-0,7
Actifs en emploi de 15 à 64 ans	43 190	42 689	21 156	107 034	1 130 545
Evol. 2022/2016	+2,8	+1,8	-0,8	+1,7	+1,9
Structure de l'emploi salarié total fin 2023					
Source : Insee-Flores					
Nombre de salariés	34 037	38 566	13 132	85 735	970 781
Part (en %) dans :					
Agriculture	1,9	2,1	0,8	1,8	1,9
Secteur public	23,6	27,4	22,4	25,1	25,9
Secteur privé (hors agriculture) :	74,5	70,5	76,8	73,1	72,3
Industrie	20,8	19,4	33,9	8,5	17,4
Construction	7,2	6,2	5,1	6,4	5,6
Commerce	14,8	13,6	10,6	13,6	13,3
Services marchands	21,9	20,2	20,4	34,6	24,7
Services non marchands	9,9	11,0	6,8	9,9	11,2